



Déclaration liminaire **au CHS-CT du Morbihan** **du 9 juin 2016**

Monsieur le Président,

Bruno Parent, notre Directeur Général, vient de publier récemment à la une d'Ulysse un message exposant les lignes directrices de la DGFIP.

Aurait-il pris conscience du profond malaise présent dans les services pour réaliser cet exercice de propagande ?

Le climat social avec les très fortes mobilisations contre la loi Travail, pour la défense des droits de l'ensemble des salariés, pèse fortement.

A la DGFIP, la mobilisation des agents de Vierzon, la poursuite des actions et grèves dans d'autres départements (Pyrénées Orientales, Aude, Gard, Haute Corse, Var....) n'y sont sûrement pas étrangères.

Selon le Directeur Général, notre ambition collective doit être « Evoluer pour mieux servir et pour mieux vivre ». Or, c'est exactement l'inverse que portent les lignes directrices de cette DGFIP.

Elles confirment sans surprise les analyses de la CGT : les réformes actuelles ne visent qu'à intégrer davantage les Finances Publiques au projet libéral porté par le gouvernement.

Le Service Public recule, la relation avec le contribuable est de plus en plus déshumanisée. Jamais nous n'avons eu au sein de notre administration un sentiment aussi fort de perte de sens du travail.

A propos de la loi Travail, il faut noter que si le Statut des Fonctionnaires est dérogoratoire au Code du Travail, il ne lui est pas totalement étranger. Ses principes fondamentaux s'appliquent aux agents publics, fonctionnaires et contractuels (temps de travail, droit au reclassement par exemple).

A travers ce texte de loi, ce sont aussi la santé au travail et la médecine du travail qui sont attaquées. On passe d'un devoir de protection de tous les salariés à une gestion des postes à risques !

Cette loi constituerait un énorme recul pour les salariés du secteur privé.

Mais croire qu'elle sera sans conséquence sur les conditions de travail les plus concrètes des fonctionnaires, sur leur santé et sur leurs droits est illusoire.

Raison de plus pour continuer à la combattre jusqu'à son retrait.

La grande journée de grève et la manifestation nationale du 14 juin prochain à Paris en sera un rendez vous très important.

A la DGFIP, le mécontentement des agents est bien réel, le malaise est profond.

Pour la CGT, prévenir les risques psycho-sociaux et mettre fin à la souffrance au travail nécessite :

- l'arrêt des suppressions de postes
- l'arrêt des fermetures de trésoreries et des concentrations de services
- le recrutement de tous les personnels nécessaires
- de véritables études d'impact en amont des projets de réorganisations
- plus de moyens pour le CHSCT

En tant qu'élus au CHSCT, nous pensons que le DUERP et le plan annuel de prévention nous permettraient d'améliorer les conditions de travail, mais à ce jour, c'est insuffisant. Les risques psycho-sociaux perdurent, liés aux suppressions de postes et réorganisations de services.

Et ce n'est pas en mettant la prévention des RPS dans les objectifs annuels 2016 des directeurs et des chefs de services signataires des DUERP et des PAP que nos ministres vont les faire disparaître ! Il faut des moyens !

La Direction Générale doit nous écouter et qu'elle cesse de maltraiter ses agents à tous les niveaux de la hiérarchie.